



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Mai 2009 – n°47

SOMMAIRE

ELECTIONS EUROPEENNES : RANIMONS LES ETOILES ! P 2
Bruno VEVER

POUR UNE REPOSE EUROPEENNE SOLIDAIRE A LA CRISE P 5
APPEL DES EURO-ENTREPRENEURS

ADOpte PAR L'ASSOCIATION EUROPE & ENTREPRISES

(AG DU 18 MARS 2009)





Elections européennes : Ranimons les étoiles !

Bruno VEVER
Secrétaire général

A priori, on aurait pu s'attendre à un beau débat. Après le coup de tonnerre du non au traité constitutionnel il y a quatre ans, après les frustrations d'un débat public confisqué sur le nouveau traité dit simplifié, après la rebuffade irlandaise, et après les bouleversements d'une crise financière, économique et sociale sans précédent depuis la construction de l'Europe, cette campagne pour l'élection du Parlement européen en juin 2009 offrait assurément matière à toutes les confrontations. Y compris les meilleures et les plus nécessaires.

Pourtant, la campagne européenne ne répond guère à ces attentes. Elle a démarré tard, chacun attendant en France qui l'ouvrirait. Nicolas Sarkozy a fini par donner ce coup d'envoi à Nîmes, à un mois seulement du scrutin. Depuis, la campagne peine à monter en régime, comme à occuper son terrain : l'élection d'un nouveau Parlement européen pour les cinq années à venir. Seules quelques passes d'armes sur les deux premières années Sarkozy, aussi convenues qu'hors sujet, l'ont un peu animé.

Sur le terrain proprement européen, la tonalité donnée par le coup d'envoi présidentiel n'a guère alimenté la confrontation. Elle a plutôt donné un diapason aux divers protagonistes de la campagne. Le discours de Nîmes n'était pourtant guère orienté sur les enjeux d'une démocratie parlementaire européenne plus moderne et plus participative. Mais il a fait mouche en plaidant pour une Europe plus volontariste fondée sur les Etats, illustrée par les initiatives réussies de la récente présidence française de l'Union face aux crises. « Quand l'Europe veut, l'Europe peut ».

L'Europe modèle a été ainsi dépeinte aux couleurs d'un volontarisme tricolore, sinon remodelée aux traits d'un parc à la française. Une Europe qui dépend certes aussi de la bonne volonté des autres chancelleries, mais surtout de la capacité d'entente et d'entraînement des grands pays qui ont plus de « devoirs » que les autres. Par contre, on ne s'appesantit guère sur les moyens communs pour décider et pour gérer ensemble ! La logistique suivra. Et on ne s'attarde pas davantage sur le rôle du Parlement européen dans cette Europe des Etats. Mais ce positionnement sarkozien, malgré ses simplifications ou sans doute grâce à elles, trouve dans la campagne des échos concordants qui vont bien au-delà de la majorité présidentielle.

Car les leçons de la crise ont rétréci de façon assez spectaculaire l'éventail hexagonal des positionnements politiques face à l'Europe. Ainsi personne ne remet plus sérieusement en cause l'euro, dont le rôle protecteur s'est imposé face à la tempête mondiale. Qui se souvient des psychodrames de Maastricht ? De même, d'un bout à l'autre de l'échiquier national, tous dénoncent en chœur les errements d'une Europe ultralibérale, c'est-à-dire essentiellement centrée autour du marché - bien que ce libéralisme ait jadis fondé les principes et les succès du marché commun, puis justifié les privatisations du secteur public français engagées à la



chaîne par la gauche comme par la droite. De ce point de vue, le débat entre un libre échangeisme dérégulé à l'anglo-saxonne et une économie sociale de marché arbitrée par la puissance publique, encore vif lors de la dernière campagne présidentielle, est aujourd'hui clairement tranché dans l'hexagone par les partis et dans l'opinion. Les revirements ont touché les anciens croisés les plus engagés d'un libéralisme décomplexé, celui de Nicolas Sarkozy en France étant bien à la mesure de celui de Gordon Brown au Royaume-Uni. C'est l'unanimité pour une France volontariste dotée d'un Etat renforcé, coopérant avec ses partenaires européens au service d'une Europe plus protectrice, encadrant et régulant le marché. C'est aussi l'unanimité pour une Europe plus sociale, même si on y met des contenus diversifiés. C'est encore l'unanimité pour une Europe des droits de l'homme, vigilante sur les non-discriminations. Et c'est bien sûr l'unanimité pour une Europe soucieuse de l'environnement et du développement dit durable.

Dans ces conditions, le « politiquement correct » ayant fait son lit consensuel au cœur du débat franco-européen, il n'est pas étonnant qu'un débat aussi peu conflictuel ne passionne guère l'électeur. Le spectre d'un absentéisme massif a pris le relais des fureurs exacerbées de jadis. Et on peut tout autant se féliciter des mérites de ces rapprochements récents qu'épingler les conformismes parfois suspects et les non dits persistants qui vont avec.

Car on aurait sans doute tort d'en rester à une surface apparente des choses, sur un faux mode « embrassons-nous Folleville ». Derrière le décor d'un débat européen largement aseptisé et donc refroidi, les braises d'autres débats ne sont en vérité pas éteintes mais soigneusement maintenues à l'écart par les états majors des principaux partis : échaudés par les blessures fratricides du dernier référendum, ils n'ont en effet nulle envie de voir le feu se propager à nouveau au sein même de leurs familles politiques. Un mot d'ordre les réunit : ne plus laisser les sujets européens vraiment sensibles accaparer et perturber le débat politique national. Ils ont bien sûr de fortes raisons domestiques pour s'en tenir là.

Mais ces raisons d'états majors dictées par des considérations strictement nationales ne coïncident guère ni avec les vraies exigences d'une Europe plus efficace, ni avec les attentes profondes des citoyens vis-à-vis d'une telle Europe. Avec l'approfondissement de la crise, l'intérêt public européen commanderait en effet aujourd'hui de présenter clairement et d'arbitrer franchement, sur un mode démocratique, des choix d'organisation collective qui se posent désormais à la construction européenne et qu'il devient politiquement irresponsable de nier, de dissimuler, ou de reporter sine die.

Ainsi, tous les acteurs de la campagne européenne s'accordent à revendiquer plus de puissance publique pour protéger les citoyens. Mais de quelle puissance publique s'agit-il, édifiée sur quelles bases et dotée de quels moyens ? Qui peut raisonnablement soutenir qu'un renforcement de l'emprise de chacun des vingt-sept Etats en Europe ne conduirait pas à détricoter un marché unique durement mis en place en cinquante années d'efforts, recréer des entraves et des frontières nationales, décourager toutes politiques communes et rendre inaudible la voix de l'Europe dans le monde ? Et qui le souhaite ?

Si on veut par contre établir cette puissance publique sur des bases communes, est-on prêt à édifier une puissance publique européenne, avec des moyens autonomes efficaces, une capacité de décision et d'arbitrage, des services publics communs dans les domaines et secteurs le justifiant ? Est-on disposé à mettre en place un plan anticrise intégré avec les moyens budgétaires correspondants, c'est-à-dire au moins deux à trois fois le budget européen actuel ? Est-on d'accord pour renforcer et pérenniser l'union monétaire par une véritable



union économique, avec une politique fiscale coordonnée et des approches industrielles communes ? Est-on décidé à organiser une solidarité européenne dans le monde, avec une voix unique permettant de peser efficacement pour reconstruire un système financier, économique et commercial cohérent ?

Pour accompagner cette puissance publique européenne, est-on également conscient de la nécessité d'une citoyenneté européenne plus effective ? « L'Europe c'est nous » a précisé Nicolas Sarkozy. Fort bien, mais comment ? Encore faut-il avoir les moyens de « devenir Européens », être encouragés à se ressentir comme tels, y trouver avantage, individuellement et collectivement. On en est encore loin. Dans une Europe toujours fondée sur des coalitions d'Etats nations, mais confrontée aux mises en question de la globalisation, où sont les euro-entrepreneurs ? Où sont les euro-syndicats ? Où sont les euro-industries ? Où sont les euro-régions ? En un mot, où sont les Européens ?

Cette Europe là reste encore à construire. C'est celle du pari originel de Jean Monnet : « nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes ». Une ambition toujours aussi actuelle et novatrice près de soixante ans après les débuts de la construction européenne. Car la pyramide européenne continue de reposer sur sa tête bruxelloise, au lieu d'être enracinée sur ses cinq cents millions d'Européens. Comment ne serait-elle pas fragilisée ? Exigeons de nos futurs députés européens qu'ils s'engagent à définir et mettre en œuvre un code de conduite pour rapprocher l'Europe des citoyens. Revendiquons l'élaboration par le nouveau Parlement et la nouvelle Commission d'une feuille de route pour construire d'ici 2014 une Europe participative et renouvelée.

Les Européens ont profondément besoin de cette nouvelle Europe. Une Europe ouverte aux citoyens, leur assurant de vrais droits individuels et associatifs d'initiatives, de partenariats et de participation, et non plus une chasse gardée des experts, des lobbies et des raisons d'Etat. Car il est urgent de donner à la société civile un rôle moteur pour relancer l'Europe. Une Europe également appuyée sur des moyens directs de puissance publique, et notamment des services publics européens. Comment assurer autrement notre protection durable dans une Europe de libertés ? Une Europe enfin dotée de moyens budgétaires significatifs et autonomes. Car il nous faut, face à la crise, une stratégie européenne cohérente et non des stratégies nationales juxtaposées. Et une Europe s'exprimant d'une voix claire et unique pour nous faire entendre dans le monde. Car nous n'obtiendrons pas sans solidarité des règles mondiales plus sûres, plus cohérentes et plus équitables.

Cette Europe là, plus ambitieuse, plus assurée d'elle-même et plus participative, mérite aujourd'hui un débat non pas terne et convenu mais vigoureux et innovant. Elle requiert des élus exigeants, à l'écoute des attentes profondes des citoyens et décidés à construire l'Europe pour les Européens eux-mêmes. Envoyons donc à Bruxelles et à Strasbourg des parlementaires qui auront pris l'engagement d'assumer pleinement leur mandat confié par les électeurs, tout au long des cinq prochaines années, pour se consacrer à édifier une telle Europe. Ce sont ces députés là qu'il nous faut aujourd'hui. Pour ranimer les étoiles et nous rendre une fierté européenne dont nous avons tous bien besoin !



POUR UNE REPONSE EUROPEENNE SOLIDAIRE A LA CRISE

Appel des euro-entrepreneurs

adopté par l'Association Europe & Entreprises

(AG du 18 mars 2009)

La crise économique qui a suivi l'éclatement de la bulle financière est sans précédent depuis les débuts de la construction européenne. Elle risque aussi d'être longue. Avec elle comme après elle, rien ne sera plus comme avant.

L'Europe est sévèrement mise à l'épreuve. Cette crise n'affecte pas seulement son développement économique, ses emplois, ses déficits publics. Elle fait peser de lourdes menaces sur ses deux principaux atouts : le marché unique qui garantit la liberté des échanges à l'échelle continentale et l'euro qui assure un pôle de stabilité dans la tempête des changes. Il apparaît vital aux euro-entrepreneurs de sauvegarder ces acquis et de les renforcer car l'Europe ne s'en sortira pas sans eux.

A ce jour, les réactions à la crise ont été surtout nationales. Certes le bouclier de l'euro s'est révélé efficace, avec des interventions actives de la Banque centrale européenne pour préserver les flux interbancaires. Par contre les garanties publiques aux banques et aux déposants, au demeurant nécessaires, ont été décidées de façon autonome par les Etats, y compris de la zone euro, avec de fortes disparités de traitement et un encadrement européen symbolique. Face aux aides massives également accordées dans l'urgence par les Etats aux secteurs industriels et financiers en difficulté, la Commission s'est limitée à surveiller les risques de distorsions les plus dommageables pour le marché unique, tout en assouplissant, sans conditions particulières, le contrôle du pacte de stabilité. Ces aides publiques nationales additionnées les unes aux autres ont été présentées, avec un appoint de la BEI, comme un «plan de relance européen» évalué à deux cents milliards d'euros.

Pour les euro-entrepreneurs, le compte n'y est pas. Les plans nationaux décidés à l'intérieur de frontières devenues obsolètes ne pourront guère répondre aux enjeux européens d'une crise mondiale. Tels qu'ils ont été élaborés, ils risquent plutôt de se pénaliser mutuellement en creusant les déficits publics et en affectant l'unité et les libertés du marché unique. Les capitaux, qui ne connaissent pas de frontières, ne financeront pas les investissements qu'exige le redressement de l'Europe si celle-ci s'avère morcelée, illisible et soumise à l'arbitraire d'administrations nationales.

Une réponse européenne efficace à la crise ne peut être que solidaire, avec :

- un filet de sécurité intégré à l'échelle du marché unique,
- un plan de relance européen méritant son nom,
- une solidarité exemplaire sur la scène mondiale.



I. Un filet de sécurité intégré à l'échelle du marché unique

L'unité et la pérennité du marché unique ne peuvent guère s'accommoder de garanties disparates des Etats conçues pour soutenir chacun « leurs » entreprises et « leurs » banques. Les euro-entrepreneurs s'inquiètent de telles renationalisations contraires à plus de cinquante ans de construction européenne. Ils revendiquent un filet de sécurité intégré, apportant les mêmes garanties à l'échelle européenne, concernant tant les modalités de traitement des actifs toxiques que les garanties de solvabilité des banques. Une agence européenne dotée de moyens efficaces est indispensable pour contrôler la conformité des opérations financières aux normes communes. Face aux défis de cohésion affectant la zone euro, il est urgent d'engager l'Eurogroupe dans une gouvernance commune effective et de créer un fonds pour parer aux chocs asymétriques pouvant affecter tel ou tel pays participant.

II. Un plan de relance européen méritant son nom

L'assouplissement du pacte de stabilité doit être encadré dans un plan de relance européen cohérent, canalisant l'épargne vers des investissements d'intérêt commun. Il faut promouvoir des partenariats public/privé pour développer lors de la prochaine décennie des projets technologiques et industriels renforçant notre compétitivité, avec des réseaux transeuropéens innovants. Le champ est vaste : transports, énergie, environnement, télécommunications, espace, défense, etc. Ce plan doit notamment contribuer à souder les régions frontalières et effacer toutes traces du «rideau de fer». Le tissu des PME doit en bénéficier avec un régime européen appuyant les sous-traitances. Une ouverture enfin effective des marchés publics doit accompagner sa mise en œuvre. Outre les engagements budgétaires des Etats ainsi encadrés par ce plan, un grand emprunt en euros est indispensable. Face à la plus grande dépression depuis la guerre, il faut réinventer l'équivalent d'un plan Marshall.

III. Une solidarité exemplaire sur la scène mondiale

Alors qu'une vaste concertation s'engage pour dégager des solutions internationales à la crise, l'Europe doit s'exprimer d'une seule voix. Une première priorité est d'assurer une représentation unifiée de l'euro dans les débats économiques et financiers. L'Europe doit aussi faire pression pour que les autres aspects de la crise (cf. commerciaux, environnementaux, sécuritaires et sociaux) soient abordés dans leurs différentes interactions. La crise est globale parce qu'elle est planétaire mais également parce qu'elle est multiforme, même si la crise financière en a été le détonateur. La réponse aussi devra être globale, ce qui impliquera des approches plus innovantes, plus cohérentes et plus solidaires. Pour convaincre ses partenaires, l'Europe doit montrer l'exemple par son propre comportement.

Pour appuyer cet appel des euro-entrepreneurs : www.europe-entreprises.com

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901
BIPE Immeuble le Vivaldi
11, rue René Jacques
F - 92138 Issy-les-Moulineaux cedex
Tel: + 33 (0)1 70 37 23 23
Fax: + 33 (0)1 70 37 23 00
Mail : entreprise_europeenne@yahoo.fr
Site web: www.europe-entreprises.com

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association, en téléphonant au 01 70 37 23 23 ou en envoyant un mail à entreprise_europeenne@yahoo.fr

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette
Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr
Rédacteur en chef : Olivier Boned
(boned.olivier@neuf.fr)
Editorialiste : Bruno Vever
Production : Europe & Entreprises
Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.